

La crise va t'elle faire toucher le fond à la France ?

Encouragé par l'envolée de la Bourse depuis trois mois le ton change. Le mardi 12 mai, à la une du « Financial Times » le quotidien de référence du monde des affaires européen, quatre graphiques porteurs d'espoir barraient la première page sur l'état de santé de l'économie en Chine, en France et au Royaume-Uni.

La dégringolade de l'économie marquerait enfin une pause après le fort recul de l'activité au premier trimestre de 1,2% en France et de 2,5% en Europe. Le Président de la Banque Centrale Européenne, Jean Claude Trichet, n'hésite pas à parler d'« inflexion ». Ce qui rajoute à Christine Lagarde une dose de grand optimisme, car rien ne peut baisser le morale de la Ministre : *« Après les mois très durs que nous venons de vivre, le plan de relance et ceux de nos partenaires devraient permettre de tirer l'activité vers le haut. Les réformes que nous avons engagées... vont donner une capacité de rebond et d'agilité supérieure à nos entreprises. »*

Malheureusement, cette « positive attitude » fortement encouragée par l'Elysée n'est pas partagée. Ne serait-ce que parce que l'inflexion ne concerne pas encore l'économie américaine

Les experts du Fonds monétaire international (FMI) dirigé par Dominique Strauss-Kahn, s'inquiètent toujours de la situation des banques, y compris en Europe. Pour eux, la reprise ne prendra forme qu'à partir du second semestre 2010, et très progressivement. D'après les travaux des économistes, les récessions qui dérivent d'une crise bancaire durent en moyenne six trimestres. Si leurs modèles sont exacts, l'activité reprendrait au mieux à la fin de l'année en France.

Notre modèle social nous protège t'il de la crise ?

La masse des prestations versées par notre système de protection sociale représente chaque année 554 milliards d'euros, près du tiers (31,1%) des revenus encaissés par les Français. De quoi soutenir la consommation. La régulation d'une économie administrée ? Elle a préservé la plupart des banques françaises du fiasco anglo-saxon. Globalement bénéficiaires l'an dernier, elles devraient logiquement recommencer à prêter ou à financer les grands projets.

Une pierre dans le jardin des Britanniques, conduits à leur perte par leur tropisme financier, ou des Allemands, coupables avec leurs excédents commerciaux record d'être trop dépendants de la demande extérieure. Ils souffrent plus que la France du recul du commerce international.

Mais il y a un revers de médaille, les dépenses publiques (Etat et protection sociale) qui représentent plus de la moitié de la richesse produite en France. Un record parmi les pays développés, mais tout à un prix.

Peut-on éviter le seuil de 10% de chômeurs ?

Aucune accalmie en vue en matière de chômage alors que cet automne, les jeunes vont arriver en masse sur le marché du travail. Au premier trimestre, la France a perdu 138.000 emplois,

soit autant que pendant toute l'année 2008. L'Unédic prévoit 400.000 chômeurs de plus en 2009. Ce sont les jeunes de moins de 25 ans qui affichent la hausse la plus spectaculaire plus de 38,7% en un an. Et pourtant le Gouvernement veut encore reculer l'âge de départ pour partir en retraite, ce qui va accentuer encore le chômage chez les jeunes.

Pourquoi l'industrie souffre t'elle autant ?

Caterpillar, Continental, ArcelorMittal, Gandrange.... L'industrie paie un lourd tribut à la crise. Au premier trimestre 45.000 emplois ont disparu après 81.000 l'an dernier, selon l'Insee. En cinq ans, ce sont 10% des emplois industriels qui ont été rayés de la carte.

C'est un vrai cri d'alarme la France se désindustrialise, l'industrie française ne pèse plus que 14% du produit intérieur brut, alors qu'en Allemagne elle représente encore 26,4% de l'activité.

La France se retrouve à peu près au même niveau que la Grèce et loin derrière la Grande Bretagne.

Peut on éviter une hausse des impôts ?

« *Non les impôts n'augmenteront pas* » déclare le Premier Ministre, la seule piste c'est d'assumer les déficits, d'essayer de réduire les dépenses de l'Etat, les niches fiscales ou sociales, et de poursuivre les réformes dans le domaine de la santé. En 2009, les déficits publics devraient approcher 6% du PIB. Quand à la dette publique elle devrait encore s'approfondir 73,9% du PIB prévu en 2009. **Certains préconisent la hausse des impôts. Il faudrait commencer par supprimer le bouclier fiscal parallèlement à celle de l'ISF, le tout en créant une tranche supplémentaire d'impôts pour les hauts revenus.**

Il serait aussi logique de contrôler les prix en les bloquant, pour que le pouvoir d'achat des Français soit stable et ne subisse pas les hausses systématiques des prix.

On comprend mieux d'où vient l'idée de réformer les retraites et de dire aux gens il faut travailler plus longtemps.

La reprise sera elle rapide ?

Il n'y a pas d'experts qui partagent l'optimisme de Christine Lagarde sur « *l'agilité supérieure de nos entreprises* » en sortie de crise. Au contraire l'heure est plutôt à l'inquiétude il faut dire qu'il ne se passe pas un jour sans qu'il n'y ait pas de nouvelles annonces de licenciements dans les entreprises françaises.

ET POURTANT !

Deux jours après l'annonce par Barack Obama le 17 juin de la réforme du système financier américain un nouveau scandale éclatait aux Etats-Unis : le Wall Street Journal révélait que plusieurs dirigeants de banques américaines renflouées par l'Etat, comme Morgan Stanley, Citigroup... avaient utilisé les jets de leur entreprise à titre privé, pour s'envoler vers leurs propriétés de bord de mer, Floride et Caraïbes.

C'est révélateur, les milieux d'affaires voulaient que tout recommence au plus vite et comme avant. En témoigne le remboursement par dix grandes banques, annoncé au mois de juin, de 68 milliards de dollars d'aides publiques apportées par l'Etat Américain. Objectif, comme l'ont reconnu avec candeur leurs dirigeants : pouvoir gérer à nouveau leur politique salariale comme bon leur semble, et dans ce domaine, les bonnes habitudes n'ont pas tardé à refaire surface.

Si le rythme du premier semestre se maintient, Goldman Sachs aura versé en rémunérations, pour 2009, plus de 569 000 dollars par salarié. Et les bonus recommencent à flamber.

Dans la première partie de l'année, certains marchés ont été particulièrement actifs, comme ceux des changes ou des matières premières, sur lequel les hedge funds, que l'on disait moribonds il y a encore quelques semaines s'en sont donné à cœur joie.

Depuis décembre 2008, malgré une demande atone, le baril de brut est passé de 32 à 70 dollars. 19 matières premières, à connu une hausse de 14% jamais vu depuis 1974.....

« On prends les mêmes et on recommence ». Jusqu'à la prochaine fois.

Pascal TABANOU

Bordeaux : 30/06/2009